



Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales

Briefing Afrique de Crisis Group N°199

Nairobi/Bruxelles, 23 août 2024

Que se passe-t-il ? Le nombre de conflits agropastoraux a atteint un niveau sans précédent dans le sud et le centre du Tchad pendant la période de transition politique (2021-2024). Ces violences, qui ont fait plus d'un millier de morts et plus de 2 000 blessés, renforcent la perception d'un clivage entre le nord et le sud du pays.

En quoi est-ce significatif ? Selon les populations sédentaires du sud et du centre, ces conflits résultent de l'augmentation du nombre de propriétaires de bétail issus du nord et protégés par le pouvoir central. Leurs griefs, renforcés par une élection présidentielle opaque et contestée en mai 2024, pourraient les amener à se faire justice elles-mêmes.

Comment agir ? Le président Mahamat Déby Itno devrait faire de la résolution des conflits agropastoraux l'une des priorités de son mandat. Son gouvernement devrait apporter à cette question une réponse sécuritaire et judiciaire impartiale, et impliquer les populations affectées dans les efforts de médiation afin de rétablir leur confiance envers l'Etat.

I. Synthèse

Pendant la période de transition politique (avril 2021-mai 2024), les provinces du sud et du centre du Tchad ont été le théâtre d'une centaine de conflits entre populations sédentaires et certains groupes d'éleveurs. Ces affrontements ont fait plus d'un millier de morts et plus de 2 000 blessés, aggravant l'insécurité alimentaire des régions touchées et renforçant la perception d'un clivage entre le nord et le sud du pays. Ces conflits aux origines multiples s'intensifient. Motivés par de fortes revendications identitaires, certains éleveurs utilisent désormais des armes de guerre. Sans réponses appropriées, les fractures communautaires pourraient conduire les populations sédentaires à former des milices d'autodéfense, et accentuer les divisions entre Tchadiens. Le président Mahamat Déby Itno devrait faire de la résolution de ces conflits une priorité. Il devrait mettre en place des mesures sécuritaires pour enrayer l'utilisation d'armes à feu et empêcher l'apparition de milices d'autodéfense, et soutenir des initiatives durables impliquant les populations affectées pour faciliter la médiation des conflits et la poursuite des auteurs de crimes.

Le 6 mai dernier, Mahamat Déby a remporté, avec 61 pour cent des suffrages, une élection présidentielle marquée par de nombreuses irrégularités, mettant fin à trois

années de transition. Une junte militaire l'avait installé à la tête du pays en avril 2021 après la mort de son père, le président Idriss Déby Itno, au pouvoir pendant trois décennies (1990-2021). Après une ouverture initiale du jeu politique à l'opposition et la tenue d'un dialogue national, le gouvernement de transition a réprimé dans le sang les manifestations d'octobre 2022, dont les participants demandaient le retour à un pouvoir civil. Plus de 100 personnes ont été tuées durant ces manifestations et plusieurs opposants ont quitté le pays.

Au début de la transition, une grande partie des communautés du sud, qui représentent environ 60 pour cent de la population tchadienne, avaient espéré une alternance au sommet de l'Etat, dominé depuis les années 1980 par les élites du nord, notamment les groupes zaghawa (dont Déby, père et fils, font partie), gorane et arabes. Selon les populations du sud, ce changement à la tête de l'Etat devait permettre d'apporter plus d'autonomie régionale, voire de faire un premier pas vers le fédéralisme. Il devait aussi être l'occasion de mettre un terme à ce qu'une grande partie des populations du sud perçoit comme un accaparement clanique et népotique de l'appareil d'Etat.

Mais les mesures prises par les autorités de transition ne sont pas allées dans ce sens. D'une part, la nouvelle constitution, approuvée par référendum en décembre 2023, a maintenu un modèle d'Etat unitaire et centralisé, même si cette loi fondamentale révisée apporte une légère dose de décentralisation. D'autre part, les trois opposants du sud nommés au poste de Premier ministre durant la transition – Albert Pahimi Padacké, Saleh Kebzabo et Succès Masra – n'ont pas fait du règlement des revendications des communautés dont ils proviennent une priorité, ni rééquilibré, à eux seuls, un pouvoir toujours dominé par un personnel politique et administratif très majoritairement originaire du nord du Tchad.

Ces rancœurs ont renforcé chez les populations du sud et du centre le sentiment d'abandon par l'Etat central, contribuant à alimenter les conflits agropastoraux. A la différence d'autres pays du Sahel et d'Afrique centrale, l'Etat tchadien joue un rôle de premier plan dans l'élevage, deuxième pilier de l'économie du pays après le pétrole. Depuis les années 2000, en effet, des représentants des autorités administratives et militaires du nord détiennent, à titre individuel, des troupeaux dans le sud du pays. Pour garder le bétail, ces derniers emploient des bergers qui, estimant avoir le pouvoir de leur côté, ont recours à la force armée lors de litiges avec les populations sédentaires. Sous Mahamat Déby, le nombre de propriétaires de bétail issus du nord a encore augmenté, tout comme le nombre d'armes – en provenance notamment de la République centrafricaine – mises à la disposition des bergers. Cela a conforté les populations sédentaires du sud et du centre dans l'idée que les élites du nord avaient profité de la transition pour renforcer leur mainmise sur l'appareil d'Etat au niveau local, y compris par l'usage de la force.

Face à la flambée de violence, le pouvoir central a mis en place, à partir de 2022, des mesures fortement médiatisées mais largement insuffisantes. Après les événements, des délégations gouvernementales ont effectué des visites éclair pour faciliter la médiation entre les communautés impliquées. Des autorités administratives et militaires opérant dans des zones sensibles ont également été redéployées dans d'autres localités. Toutefois, ces initiatives n'ont pas été accompagnées d'un renforcement de l'appareil sécuritaire et judiciaire demandé par les populations. Encore plus impor-

tant, elles n'ont pas apporté de solutions durables à la perception de partialité de l'Etat dans les conflits agropastoraux.

Ces défaillances ont contribué à transformer un problème régional en un enjeu national. Les événements de Sandana (province de Moyen-Chari) constituent l'exemple le plus significatif de ce renversement. En février 2022, le meurtre de treize personnes dans ce village du sud du Tchad par des éleveurs armés a provoqué une vague de protestations à travers le pays contre les autorités centrales, accusées de protéger les auteurs de ces crimes. Les réseaux sociaux ont joué un rôle moteur dans la mobilisation de l'opinion publique.

La persistance des violences agropastorales pourrait accroître la tentation des populations sédentaires du sud et du centre de se faire justice elles-mêmes. Ces dernières années, après chaque épisode de violence majeur, de nombreux membres des communautés sédentaires ont réclamé, notamment sur les réseaux sociaux, la création de milices d'autodéfense. Loin d'apaiser la situation, la mise en place de tels groupes risquerait d'entraîner un cycle de violences intercommunautaires dans ces régions et de diviser encore davantage la société tchadienne.

Le président Mahamat Déby devrait s'attaquer de front aux problèmes qui sous-tendent les conflits agropastoraux. Il devrait mettre en place des solutions durables en matière de gouvernance et de justice afin de rétablir la confiance des populations du sud et du centre envers l'Etat central. Il devrait aussi dissuader les populations sédentaires et les éleveurs de recourir à leurs propres moyens pour se faire justice. A ce titre, l'Etat pourrait encourager la réactivation des Comités d'entente mixtes qui avaient montré leur efficacité dans les années 1990 pour réduire les attaques. Réunissant les représentants des communautés, ces structures permettraient d'organiser des séances de médiation pour faciliter la négociation d'accords entre les parties au conflit. Ils permettraient aussi de rendre publics les témoignages recueillis sur les incidents afin d'encourager les autorités judiciaires à poursuivre les auteurs de troubles. Sur le plan sécuritaire, enfin, le renforcement des patrouilles est essentiel pour prévenir de nouvelles violences et empêcher la constitution par certains groupes d'éleveurs de bandes armées permanentes.

II. Une vague de conflits agropastoraux sans précédent

A. Aux origines des tensions

L'augmentation des violences agropastorales au sud et au centre du Tchad pendant la période de transition résulte de décennies de tensions accumulées entre les populations sédentaires et certains groupes d'éleveurs, alimentées par une instrumentalisation politique des discours identitaires, un partage inéquitable des ressources et les effets du changement climatique.¹

¹ Le Tchad est affecté par plusieurs conflits intercommunautaires et d'autres types de violence. Dans ce briefing, nous avons fait le choix de nous concentrer seulement sur les conflits agropastoraux dans le sud et le centre du pays. Parmi les groupes sédentaires du sud, il y a les Sara, les populations du Mayo-Kebbi et celles de la Tandjilé. Parmi les groupes sédentaires du centre, il y a les Mubi et les Hadjarai. Parmi les éleveurs, il y a les Arabes, les Gorane (très peu présents au sud), les Haoussa et les Peul. Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités tradition-

L'élevage constitue le deuxième pilier de l'économie du Tchad, après l'exploitation du pétrole. En 2021, le pays comptait un cheptel de plus de 30 millions de têtes de bovins.² Largement informel, le secteur représentait environ 30 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et 35 pour cent des exportations du pays en 2022, selon différentes sources.³ Les Arabes et les Gorane, qui demeurent principalement nomades, ainsi que les Peul et les Haoussa, qui se sont sédentarisés ou semi-sédentarisés tout en continuant à faire déplacer leur bétail par autrui, sont les principaux groupes ethniques vivant de l'élevage au Tchad.⁴ Les populations sédentaires possèdent aussi souvent du bétail qu'elles utilisent pour les travaux agricoles.

Comme de nombreux autres conflits intercommunautaires au Tchad, les tensions entre éleveurs et populations sédentaires trouvent leurs origines dans la manipulation politique des affiliations culturelles, ethniques et régionales par les responsables politiques et militaires tchadiens pendant les conflits armés des années 1970 et 1980.⁵ La pratique – ininterrompue depuis cette époque – des nominations aux postes politiques et militaires sur la base d'affinités ethniques a contribué à accroître les rancœurs parmi les populations du sud et du centre. Ces dernières se sentent exclues des cercles d'influence du pouvoir central, qu'elles considèrent dominés depuis quatre décennies par des ressortissants du nord.⁶

A partir des années 2000, ces relations claniques, nourries de gains économiques mutuels, ont conduit à la nomination de préfets et de gouverneurs avec des intérêts dans l'élevage. A plusieurs reprises, ces derniers ont mobilisé des membres de l'armée nationale pour soutenir certains groupes d'éleveurs ou les bergers qu'ils emploient lors de litiges avec les populations sédentaires, sapant la confiance des communau-

nelles, Bessao, Donia, Koskobo, Sandana, mars 2023 ; Entretien de Crisis Group, spécialiste tchadien de la transhumance, N'Djamena, janvier 2024.

² Selon la Banque mondiale, le cheptel tchadien comptait 30 612 461 têtes de bovins et 74 656 361 têtes de petits ruminants en 2019. « Rapport sur les opportunités de commercialisation du bétail et de leurs produits », Banque mondiale, février 2022.

³ Les exportations de bétail à partir du Tchad sont essentiellement destinées aux pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. « Rapport sur les opportunités de commercialisation du bétail et de leurs produits », Banque mondiale, février 2022. « Projet d'appui à la productivité et à la compétitivité des chaînes de valeur viande et lait au Tchad (PAPCV-VL), Rapport d'évaluation », Banque africaine de développement, 2021.

⁴ Ils proviennent en majorité des provinces de Batha, de Chari-Baguirmi, de Guéra, de Salamat et de Wadi Fira. Au siècle dernier, le sud-ouest du pays a aussi vu l'arrivée d'éleveurs peul issus du nord du Cameroun, ainsi que des Peul et des Haoussa en provenance du Nigéria.

⁵ Les guerres civiles qui se sont déroulées au Tchad dans les années 1970 et 1980 ont eu un impact dévastateur sur le pays. Le président François Tombalbaye a été assassiné en 1975, conduisant à un coup d'Etat militaire. Le gouvernement suivant, dirigé par le général Félix Malloum, a dû faire face à l'insurrection du groupe rebelle du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat). En 1979, une conférence de paix au Nigéria a abouti à la mise en place d'un gouvernement de transition, mais les violences entre factions se sont poursuivies. Hissène Habré a pris le pouvoir en 1982, intensifiant la répression contre les opposants. En outre, le conflit avec la Libye s'est aggravé, culminant dans la « guerre des Toyota » en 1987, lorsque les forces tchadiennes ont réussi à repousser les troupes libyennes.

⁶ Entretiens de Crisis Group, anthropologue et politologue, N'Djamena, mars 2024.

tés du sud envers le gouvernement et renforçant la confusion entre l'Etat central et les éleveurs.⁷

Ces pratiques se sont accélérées pendant la période de transition, permettant au président Mahamat Déby de consolider le système de patronage existant et de renforcer son pouvoir, notamment au sein de l'armée.⁸ Depuis deux ans, la vente de postes administratifs ou militaires à de riches propriétaires de troupeaux s'est ainsi généralisée, conduisant ces derniers à acquérir des pouvoirs et fonctions étatiques importants et attisant les tensions. Parallèlement, le nombre de troupeaux détenus à titre d'investissement privé par de hauts fonctionnaires de l'Etat a, lui aussi, grandi.⁹

Les violences agropastorales sont également alimentées par le changement climatique, dont les effets se font sentir dans la région depuis les années 1970 et 1980. Se traduisant par une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier les sécheresses et les inondations, le dérèglement climatique réduit les espaces de pâturage et d'abreuvement dans le nord du pays, poussant les communautés d'éleveurs à se déplacer vers le sud, dans la zone dite « soudanienne », où vit la majeure partie de la population tchadienne, devant le centre.¹⁰ Ces mouvements conduisent parfois à des destructions de champs par les troupeaux et, en retour, à des actes de vandalisme sur le bétail, sans que les initiatives de l'Etat en faveur de la bonne gouvernance foncière ne parviennent à concilier les intérêts agricoles et pastoraux de manière équilibrée.¹¹

Les tensions s'inscrivent, enfin, dans un contexte de paupérisation croissante du sud du Tchad, dont certaines régions comptent aujourd'hui parmi les plus pauvres du pays.¹² Conséquence de la chute, au début des années 2000, des cours internationaux du coton, dont la région était un grand producteur, et de l'arrivée de dizaines

⁷ « Administration du territoire : le Premier ministre rappelle à l'ordre pour les nominations des gouverneurs, préfets et sous-préfets », *Tchad Infos*, 1^{er} juillet 2022. Les enquêtes sur les événements de Sandana ont révélé que les armes et munitions utilisées par les éleveurs provenaient des garnisons militaires. « Rapport d'enquête sur les événements de Sandana », Commission d'enquête sur les événements de Sandana, septembre 2022. Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire, sud du Tchad, 6 octobre 2023.

⁸ « Une nomination en haut-lieu qui fait scandale au Tchad », *Deutsche Welle*, 5 janvier 2023. « Tchad : après le départ de nombreux généraux, une vague de nominations à la tête de l'armée », *RFI*, 28 juin 2023.

⁹ Entretiens de Crisis Group, anthropologue et politologue, N'Djamena, mars 2024.

¹⁰ « Tchad : au moins six morts dans les affrontements entre éleveurs et agriculteurs dans le sud du pays », *RFI*, 5 juillet 2024. « Chad : Population Density », *MapAction*, 2020.

¹¹ Le débat sur le Code pastoral, entamé dans les années 2000, en est une illustration marquante. Après une adoption initiale à l'Assemblée nationale en 2014, le projet de loi avait suscité de vives controverses de la part des élites du sud qui le jugeaient plutôt favorable aux éleveurs, contraignant le président Idriss Déby à ordonner son retrait de l'ordre juridique national. Depuis lors, les initiatives en faveur de la reprise du débat évoluent à un rythme lent et face à des défis agropastoraux de plus en plus complexes. Début 2024, le Comité multi-acteurs chargé du suivi de l'élaboration de la politique foncière et de la relecture du projet de Code domanial et foncier – créé en 2022 à la suite du dialogue national – a adopté le plan d'action prioritaire de la politique nationale foncière et souligné l'urgence de réadapter le cadre législatif et réglementaire aux pratiques coutumières. « Tchad : Un projet de Code pastoral très controversé sur la table de l'Assemblée nationale », *Inter-réseaux Développement rural*, 12 novembre 2014. « Tchad : Validation du Plan d'action prioritaire de la mise en œuvre de la Politique foncière nationale », *Journal Le Pays*, 6 mars 2024.

¹² « Tchad : Évaluation de la pauvreté », *Banque mondiale*, 2021.

de milliers de réfugiés en provenance de la République centrafricaine (RCA) après le coup d'Etat de 2013, cet appauvrissement a rendu l'accès aux ressources, telles que la terre et l'eau, encore plus conflictuel. Il a été également exacerbé, plus récemment, par la crise économique sans précédent qui a touché l'ensemble du Tchad en 2016 à la suite de la chute des cours mondiaux du pétrole.¹³

B. Une violence inédite et des bandes d'éleveurs armés

Entre 2021 et 2024, les conflits agropastoraux dans le sud et le centre du Tchad ont fait au moins 1 230 morts et plus de 2 200 blessés. Certains événements ont particulièrement marqué les esprits, poussant les populations à manifester leur indignation sur les réseaux sociaux. Cela a été le cas notamment après l'attaque de Sandana (province de Moyen-Chari), lors de laquelle des éleveurs armés ont tué treize villageois en une seule journée en février 2022.¹⁴ En septembre de la même année, dans le département du Lac-Iro (province de Moyen-Chari), trois jours de conflit entre éleveurs et agriculteurs ont fait entre dix-neuf et 30 morts.¹⁵ Le même mois, à Mangalmé (province de Guéra), dans le centre du pays, des observateurs locaux ont fait état d'une centaine de morts dans des affrontements.¹⁶ Au printemps 2023, des violences dans plusieurs localités de la province de Logone Oriental, à l'extrême sud du Tchad, ont fait près de 40 morts.¹⁷

Si le nombre d'incidents a diminué lors de la dernière saison sèche, entre octobre 2023 et mai 2024, la crainte de nouveaux affrontements continue à avoir un impact sur le retour des personnes déplacées ainsi que sur le bon déroulement de la saison agricole.¹⁸

Selon les populations sédentaires, ces violences sont inédites, tant par leurs mobiles que par leurs cibles. Signe de la fermentation de décennies de ressentiments entre les deux communautés, l'élément déclencheur des conflits de ces dernières années a souvent été un incident mineur.¹⁹ En outre, alors que, traditionnellement, les violences ciblaient principalement les hommes, perçus comme une menace, des éleveurs et des bergers armés s'en prennent aussi désormais aux femmes (y compris

¹³ « Privé de sa rente pétrolière, le Tchad s'enfonce dans la crise », *Le Monde*, 26 mai 2017.

¹⁴ Les événements de Sandana ont provoqué des fortes réactions en ligne et ont nourri des manifestations dans tout le pays, où les femmes ont joué un rôle prépondérant en défilant nues pour exprimer leur colère envers le gouvernement. Briefing Afrique de Crisis Group N°183, *La transition du Tchad : apaiser les tensions en ligne*, 13 décembre 2022.

¹⁵ « Tchad : le bilan monte à 19 morts et 22 blessés dans les violences de Lac-Iro (procureur de Sarh) », *Alwihda Info*, 18 septembre 2022.

¹⁶ « Tchad : les ressortissants du Guera annoncent plus de 100 morts dans les violences de Mangalmé », *Alwihda Info*, 3 octobre 2022.

¹⁷ « Tchad : 22 morts dans les violences dans le département des Monts de Lam », *Alwihda Info*, 18 avril 2023. « Au Tchad, 17 morts dans l'attaque d'un village proche de la Centrafrique », *Jeune Afrique*, 12 mai 2023.

¹⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur tchadien, mai 2024.

¹⁹ Par exemple, à Mangalmé, le conflit est parti d'une dispute autour d'un jouet arraché à un enfant moubi par des enfants arabes. Entretien de Crisis Group, responsable local d'une association de défense des droits humains, Goré, juillet 2023.

aux femmes enceintes) et aux enfants, parfois avec une brutalité extrême.²⁰ Les images d'un nourrisson blessé par balle à la tête lors des affrontements dans le département des Monts de Lam (province de Logone Oriental) ont fait le tour des réseaux sociaux tchadiens, provoquant une vive émotion au sein des communautés touchées.²¹

Les dégâts matériels, allant du vol de bétail et d'autres biens au pillage de commerces et à l'incendie d'habitations, ont également été importants.²² De l'avis des agriculteurs rencontrés par Crisis Group, la destruction des réserves alimentaires constitue un évènement là aussi inédit, comme l'explique un habitant de Kouyako, au sud du pays : « Brûler, même des greniers et des champs, je n'avais encore jamais vu cela dans ce type de conflit. Si tu te bats avec quelqu'un et qu'il détruit aussi tes réserves alimentaires, c'est qu'il veut vraiment en finir avec toi et les tiens ». ²³

Ces conflits s'alimentent de préjugés tenaces. Les populations sédentaires interrogées par Crisis Group estiment, par exemple, que les violences découlent d'un plan orchestré par les communautés du nord, associées à certains groupes d'éleveurs, pour les « exterminer » et « s'approprier » leurs terres.²⁴ De leur côté, les éleveurs se disent aussi victimes de ces conflits. Les éleveurs nomades, qui font face à des difficultés croissantes pour nourrir leur bétail, accusent les populations sédentaires des couloirs de transhumance de se livrer à des actes de vengeance indiscriminée, comme l'empoisonnement du bétail.²⁵ Pour leur part, les éleveurs sédentaires soulignent la longue cohabitation qu'ils entretiennent avec les agriculteurs mais déplorent d'être assimilés aux éleveurs nomades lors des conflits, les obligeant à s'engager dans les affrontements, ne serait-ce que pour assurer leur propre protection.²⁶ Les communautés peul installées au Tchad se décrivent enfin comme pacifiques, mais elles reprochent aux éleveurs arabes leur manque de dialogue et le soutien qu'ils reçoivent de l'armée et de l'administration publique.²⁷

Les conflits récents se démarquent aussi par un nouveau modus operandi de certains groupes d'éleveurs et de bergers. Selon les populations sédentaires, ceux-ci utilisent plus fréquemment des armes sophistiquées et échafaudent des attaques de plus

²⁰ Avec des tirs à balles réelles ou artisanales et des attaques à l'arme blanche. Ce fut le cas dans les attaques des villages de Dogoro, de Bendjago et de Dangnda (province de Logone Oriental), du 15 au 17 avril 2023. Entretien de Crisis Group, résident local, Kouyako, mars 2023.

²¹ « Au Tchad, 17 morts dans l'attaque d'un village proche de la Centrafrique », *Jeune Afrique*, 12 mai 2023.

²² Ce fut le cas dans les villages de Djowe et de Bebolo dans le canton de Balé (département du Lac-Iro) qui ont été totalement mis à sac et incendiés et où 243 hectares de champs alentours ont été dévastés.

²³ Entretien de Crisis Group, résident local, Kouyako, mars 2023. Des dégâts similaires ont été observés dans les provinces de Moyen-Chari, de Logone Oriental et de Guéra. « Rapport d'enquête sur les évènements de Sandana », Commission d'enquête sur les évènements de Sandana, septembre 2022.

²⁴ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Bessao, Donia, Koskobo, Sandana, mars 2023.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Bessao, Donia, Koskobo, Sandana, mars 2023 ; chef peul, Danamadji, octobre 2023.

²⁶ Entretien de Crisis Group, chef d'un ferrick, Larmanaye, septembre 2023.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, chef peul, Danamadji, octobre 2023 ; éleveurs peul, sous-préfecture de Danamadji, octobre 2023.

en plus élaborées.²⁸ Les confrontations avec les agriculteurs impliquent souvent l'action coordonnée de plusieurs villages et campements d'éleveurs, aussi appelés ferricks, dont les membres se réunissent le temps d'une attaque, souvent de courte durée.²⁹

La chaîne de commandement de ces groupes armés reste peu connue mais le mode de mobilisation et la rapidité d'action de leurs membres semblent s'appuyer sur des systèmes de communication fonctionnels (smartphones) et des moyens de locomotion rapides (motos).³⁰ Ce dispositif permet aux groupes d'éleveurs armés de se disperser facilement après les attaques, rendant plus difficile leur poursuite par les forces de sécurité. Dans le cas des affrontements de septembre 2022 dans le département du Lac-Iro, des sources locales parmi les populations sédentaires ont ainsi précisé que la plupart des éleveurs ont disparu vers la préfecture de Bamingui-Bangoran, au nord de la RCA et frontalière du Tchad.³¹

Le recours à un armement de plus en plus sophistiqué augmente fortement la létalité des conflits. Même si des armes blanches continuent à être utilisées, ces affrontements voient progressivement intervenir des armes de tir ou de chasse, mais aussi des armes de guerre comme les kalachnikovs.³² La disponibilité de ce type d'armement peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Des éleveurs interrogés par Crisis Group, et vivant de longue date dans le sud du Tchad, affirment que la majorité des assaillants disposant de ce type d'armes sont arrivés récemment dans le pays, en provenance notamment de groupes armés actifs en RCA, dont certains partagent des liens ethniques avec des éleveurs tchadiens.³³ A partir de 2021, l'affaiblissement des rebelles centrafricains à la suite de l'offensive de l'armée centrafricaine et de ses alliés avait, en effet, entraîné leur repli au sud du Tchad, facilitant la vente et la circulation d'armes à feu.

²⁸ Entretiens de Crisis Group, cadre de l'administration publique, Sarh, octobre 2023 ; éleveurs tchadiens, sous-préfecture de Danamadji, octobre 2023.

²⁹ Dans le département du Lac-Iro, ce sont plus d'une dizaine de villages dans cinq cantons différents (Begoula, Koskobo, Balé, Ganga et Singako) qui ont été attaqués et mis à sac en six jours (du 12 au 19 septembre 2022). A Mangalmé, quatre villages, à savoir Djandjol, Wagga, Bardé et Araka, dans les sous-préfectures de Mangalmé et de Kouka, ont été attaqués en trois jours, du 30 septembre au 1^{er} octobre 2022. A Sandana, les membres des ferricks des cantons de Bekamba (province de Mandoul), de Djeke-Djeke (province de Moyen-Chari) et de Bedaya (province de Mandoul) auraient été mobilisés dans des attaques, en plus de ceux du canton de Koumogo.

³⁰ Entretien de Crisis Group, responsable local d'une association de défense des droits humains, Goré, juillet 2023. Peter Fuchs, « Nomadic Society, Civil War, and the State in Chad », *Nomadic Peoples*, no. 38 (1996), p. 153.

³¹ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés locales et autorités traditionnelles, Koskobo, mars 2023 ; président de l'ARCET (Association pour la résolution des conflits agriculteurs éleveurs), N'Djamena, août 2023.

³² Des témoins ont évoqué l'utilisation de couteaux, sagaies, lances, machettes et arcs. Les kalachnikovs sont aussi appelées « gana-point » par les populations locales. Dans le département du Lac-Iro, l'usage d'armes autres que des kalachnikovs a été signalé par les interlocuteurs rencontrés dans le canton de Koskobo, même s'ils ne sont pas parvenus à préciser lesquelles exactement. Entretiens de Crisis Group, membres des communautés locales et autorités traditionnelles, Koskobo, mars 2023.

³³ Entretiens de Crisis Group, chef de ferrick, Larmanaye, septembre 2023.

C. *Le risque de création de milices d'autodéfense*

La multiplication des conflits agropastoraux et leur instrumentalisation politique font monter la colère chez les populations sédentaires. Estimant que les autorités n'ont ni les moyens ni la volonté de les protéger, elles évoquent de plus en plus ouvertement la nécessité de mettre en place des milices d'autodéfense communautaires.³⁴

La constitution de tels groupes n'est pas une pratique répandue au Tchad, mais elle n'est pas non plus inédite. Dans les années 1980 par exemple, des communautés du sud ont formé des milices nommées Codos en réponse aux violences perpétrées par le régime d'Hissène Habré (1982-1990). On voit aujourd'hui réapparaître dans l'espace public un langage identitaire assez proche de celui que ces milices employaient à l'époque.³⁵

Ces discours identitaires circulent sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook et dans les groupes de discussion WhatsApp.³⁶ Par exemple, à la suite des affrontements de mai 2023 dans la province de Guéra et dans le département du Lac-Iro, des contenus multimédias très explicites sont apparus sur cette dernière application de messagerie, incitant les jeunes hommes du sud à prendre les armes afin d'équilibrer les rapports de force avec les éleveurs armés. L'un de ces messages affirme ainsi : « Jeunes, réveillez-vous et défendez vos terres avant qu'il ne soit trop tard. Soutenez vos frères qui ont décidé de prendre les armes pour vous défendre. »³⁷

Principalement émis depuis des comptes de la diaspora, dont font partie plusieurs opposants politiques du sud, ces appels à la lutte armée usent de théories complotistes pour séduire un public de jeunes hommes désœuvrés.³⁸ Pour gagner de la visibilité, certains utilisateurs de ces réseaux sociaux ont aussi fait le rapprochement entre ces conflits locaux et la guerre qui ensanglante le Soudan depuis avril 2023, évoquant une vaste stratégie sous-régionale de « colonisation de l'Afrique noire par les Arabes ». ³⁹ Bien que ces appels n'aient pas encore conduit à des mobilisations de masse, ils s'amplifient après chaque attaque et s'enracinent dans les esprits des communautés affectées.

Si ces messages restent des cas isolés, ils contribuent parfois à donner une dimension religieuse aux conflits agropastoraux et peuvent expliquer certaines attaques contre les symboles témoignant de la volonté de sédentarisation des éleveurs nomades, à l'instar des lieux de culte. En décembre 2023, par exemple, à Moroumgoulaye (province de Mandoul), dans le sud du pays, des éleveurs ont volé du bétail à des agricul-

³⁴ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Bessao, Donia, Koskobo, Sandana, mars 2023.

³⁵ « Tchad : 22 morts dans les violences dans le département des Monts de Lam », *Alwihda Info*, 18 avril 2023. « Chronology for Southerners in Chad », Minorities at Risk Project, 2004.

³⁶ Entretien de Crisis Group, chercheur du CRASH, N'Djamena, septembre 2023. Briefing Afrique de Crisis Group N°183, *La transition du Tchad : apaiser les tensions en ligne*, 13 décembre 2022.

³⁷ Vidéos diffusées sur WhatsApp en mai et juin 2023 et visionnées par Crisis Group.

³⁸ Entretien de Crisis Group, cadre d'un parti politique d'opposition, N'Djamena, janvier 2024.

³⁹ Crisis Group a pu écouter ces contenus audios ayant circulé sur WhatsApp à la suite d'affrontements sanglants dans la province de Guéra en août 2023. On y entend des citoyens tchadiens, membres d'ethnies non arabes, appeler les « black people » à prendre leurs responsabilités afin d'empêcher le massacre des populations du sud par les Arabes. Ces messages sont similaires à ceux diffusés au Darfour par les Rapid Support Forces (RSF) soudanaises.

teurs, provoquant l'ire de certains résidents qui, en représailles, ont tué cinq éleveurs et incendié une mosquée.⁴⁰

D. *Des conséquences humanitaires et socioéconomiques importantes*

Les violences au sud et au centre du Tchad ont engendré une détérioration majeure de la situation socioéconomique dans une région déjà défavorisée. Dans les départements du Lac-Iro (province de Moyen-Chari) et de la Nya Pendé (province de Logone Oriental), les affrontements ont provoqué un déplacement massif de population vers des zones plus sécurisées, notamment vers les villes de Kyabé, de Donia et de Goré, où la présence des forces de sécurité a offert aux déplacés une relative protection.

En mars 2023, environ 26 700 personnes ont ainsi été forcées de fuir leurs villages pour se mettre en sécurité à Goré, selon l'ONG Caritas.⁴¹ Un certain nombre de déplacés se trouvent encore loin de chez eux, au Tchad et en RCA. Les antennes locales de Catholic Relief Services et de Caritas Allemagne, appuyées par leurs partenaires internationaux et certaines agences onusiennes comme l'Unicef, ont distribué des vivres et des kits ménagers au moment des événements, mais les déplacés nécessitent également une aide au retour, ainsi que des soins psychosociaux.⁴²

Cette réponse d'urgence, déjà très insuffisante, a été réduite au début de la crise soudanaise en avril 2023 lorsque les organisations humanitaires ont redéployé leurs ressources et leurs moyens à l'est du pays, où se trouve la majorité des personnes déplacées par la guerre au Soudan voisin.⁴³

Les conflits agropastoraux aggravent, enfin, l'insécurité alimentaire des zones touchées, la psychose régnant parmi les populations sédentaires empêchant les activités agricoles, souvent réduites aux jardins de case.⁴⁴ Les conditions sont particulièrement difficiles pour les couches sociales socioéconomiquement défavorisées et vulnérables. Par exemple, en septembre 2022, au moins 3 000 personnes, essentiellement des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont dû fuir pour trouver refuge vers la ville de Kyabé, dans le département du Lac-Iro. En pleine saison des pluies, ces derniers ont marché plusieurs jours dans des conditions difficiles, exposés aux intempéries, à la faim et au paludisme. Des hommes et des femmes âgées seraient morts en chemin à cause du manque de nourriture et de la fatigue.⁴⁵

⁴⁰ Journal radio, Radio FM Liberté, 30 décembre 2023.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, personnel de l'ONG Caritas, Goré, octobre 2023.

⁴² Seul un nombre limité de personnes déplacées sont rentrées chez elles après les violences, comme à Koskobo (Lac-Iro) et à Don (Nya Pendé). Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Koskobo, mars 2023 ; personnel de l'ONG Caritas, Goré, octobre 2023.

⁴³ Depuis avril 2023, le conflit au Soudan a forcé près de 600 000 personnes à fuir vers le Tchad. « Des milliers de réfugiés soudanais sont bloqués aux frontières du Tchad en raison de pénuries de financements, alors que les premières pluies arrivent », HCR, 28 mai 2024.

⁴⁴ En avril 2024, 648 457 personnes vivaient en insécurité alimentaire dans le sud du Tchad, sur une population totale de 4,5 millions d'habitants. OCHA, Aperçu de la situation humanitaire au Tchad, mai 2024. « Chad Summary of key components of FEWS NET's June/July analyses in relation to conflict and climate shocks », Fewes Net, 1er août 2023.

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Koskobo, mars 2023.

III. Une réponse étatique inadaptée et insuffisante

Alors que le sud et le centre du Tchad font face à un risque majeur d'escalade de violence entre certains groupes d'éleveurs et les populations sédentaires, la réponse de l'Etat a été, jusqu'à présent, inadaptée et insuffisante. L'instrumentalisation politique de ces tensions communautaires, conjuguée à l'aggravation de la crise socioéconomique, risque de polariser les enjeux de la réconciliation autour des clivages nord-sud, alors que les recommandations du dialogue national d'octobre 2022 les relient clairement aux questions de bonne gouvernance et d'une redistribution plus équitable des ressources.⁴⁶

A. Instrumentalisations politiques

La réponse de l'Etat tchadien aux violences agropastorales est étroitement liée aux dynamiques sociopolitiques qui animent le pays depuis la guerre civile des années 1970. Ce conflit a, en effet, fragmenté l'autorité publique au profit de forces politiques régionalistes, ethniques et religieuses, créant des divisions entre nordistes et sudistes, musulmans et chrétiens, et arabophones et francophones. Quand Idriss Déby Itno, père de l'actuel président, a pris le pouvoir par la force en 1990, le pays connaissait déjà des déchirures profondes.

Toutefois, à l'époque, la société civile s'était emparée de la question du vivre-ensemble, y compris de la résolution des conflits agropastoraux, dans la promotion de la réconciliation nationale. Profitant de l'ouverture démocratique alors en vogue dans de nombreux pays africains, l'activisme de la société civile avait favorisé l'émergence de cadres décentralisés et autonomes pour gérer les conflits. Dans les années 1990, les autorités administratives et traditionnelles avaient ainsi joint leurs forces avec la société civile pour créer des Comités d'entente mixtes réunissant des représentants des communautés impliquées dans les violences. Ces structures, dont l'objectif était de chercher des solutions concertées aux conflits, avaient permis de réduire significativement la fréquence et l'intensité des attaques au cours de ces années.⁴⁷

Pendant, dans les années 2000, la centralisation progressive du pouvoir autour d'Idriss Déby et l'accaparement des biens de l'Etat par l'élite dirigeante ont affaibli ces mécanismes locaux. Le favoritisme ethnique au sein de la fonction publique a renforcé le pouvoir des éleveurs, grâce à leurs liens tribaux et économiques avec de hauts cadres de l'administration, de la justice et de l'armée. L'Etat est alors apparu aux com-

⁴⁶ Ce briefing a choisi de se concentrer sur les zones où les violences sont plus fréquentes et plus politiquement instrumentalisées. « Mécanismes de fonctionnement des contenus haineux sur les réseaux sociaux au Tchad », CRASH, avril 2023. « Le Dialogue National au Tchad se termine dans un contexte d'incertitudes pour la transition », United States Institute of Peace, 12 octobre 2022.

⁴⁷ Une bonne partie des contributions au Colloque de 2006 sur « la gestion et le règlement des conflits au Tchad : de la famille aux institutions nationales » souligne l'atténuation des affrontements dans les années 2000. « Les religions et la violence : cas du Tchad », Centre d'Études et de Formation pour le Développement (CEFOD), 2019. « Mécanismes de Prévention et de Gestion Des Conflits Au Tchad », *Afrique Contemporaine*, vol. 274, no. 2 (2022). Entretien de Crisis Group, personnel de l'ONG Caritas, Goré, octobre 2023.

munautés du sud comme une propriété aux mains exclusives d'une seule ethnie, région ou religion.⁴⁸

La transition politique amorcée après la mort d'Idriss Déby en 2021 aurait pu être une opportunité pour mettre en place des réformes profondes. Au cours des premiers mois de la transition, Mahamat Déby avait, d'ailleurs, montré quelques signes d'ouverture démocratique, engageant des discussions avec l'opposition et la société civile et promettant un dialogue national pour réformer les institutions.⁴⁹

Lancé en août 2022, ce dialogue a néanmoins anéanti tout espoir d'alternance. Sans garantie que Mahamat Déby ne se présente à la présidentielle – une des conditions imposées par l'Union africaine (UA) au début de la transition –, les principaux leaders de l'opposition, dont le parti Les Transformateurs de Succès Masra, ont refusé d'y prendre part. De plus, si ce dialogue a permis une discussion franche sur les grands enjeux affectant le pays, ses recommandations finales ont accordé aux dirigeants de la transition, dont Mahamat Déby, le droit de se présenter à l'élection. Face à cette décision, des milliers de personnes ont manifesté le 20 octobre 2022 dans les rues de N'Djamena et dans plusieurs villes de province, surtout au sud, attaquant notamment des bâtiments publics. La répression des forces de sécurité a été féroce, entraînant la mort de 128 personnes et plus de 900 arrestations, et obligeant la majorité des opposants à se taire, à s'exiler ou à se rallier au pouvoir.⁵⁰

Devant cette dérive autoritaire, les opposants politiques du sud ont alors exploité les conflits agropastoraux pour étayer des discours communautaristes. Le recours à la lutte armée et le risque de partition du Tchad ont ainsi dominé le discours politique de l'opposant Succès Masra durant son exil. En février 2023, dans une vidéo diffusée en direct sur Facebook et suivie par plus de 5 000 personnes, ce dernier a usé d'une métaphore pour décrire la difficile conciliation des intérêts entre les « troupeaux du nord » et les « champs d'arachide du sud », réduisant la question complexe de la cohésion nationale à une dualité nord-sud.⁵¹

En parallèle, les griefs liés à la gouvernance et au manque de représentativité au sein du régime de transition ont contribué à fracturer davantage le tissu social tchadien. En janvier 2024, la nomination de Succès Masra au poste de Premier ministre a été perçue comme une trahison par une large partie des populations du sud, ce dernier ayant négocié son retour d'exil sans impliquer les autres forces d'opposition et accepté de diriger un gouvernement dont les ministres clés étaient issus du parti de Mahamat Déby.⁵²

L'élection présidentielle de mai 2024, dont les candidats originaires du sud ont demandé l'annulation en raison d'irrégularités, n'a fait qu'amplifier le mécontentement d'une partie des Tchadiens, tandis que l'élite au pouvoir a réagi en militarisant le pays.⁵³ Le gouvernement nommé après les élections, issu exclusivement de la coa-

⁴⁸ Entretien de Crisis group, cadres d'une association de jeunes du département du Lac-Iro, Kyabé, octobre 2023.

⁴⁹ Q&A de Crisis Group, Tchad : prévenir les risques d'instabilité après la transition, 3 mai 2024.

⁵⁰ Q&A de Crisis Group, Tchad : prévenir les risques d'instabilité après la transition, op. cit.

⁵¹ Discours de Succès Masra en direct sur Facebook, 11 février 2023.

⁵² Q&A de Crisis Group, Tchad : prévenir les risques d'instabilité après la transition, op. cit.

⁵³ Le verrouillage des institutions électorales, le refus d'accréditer près de 3 000 observateurs électoraux indépendants et l'arrestation de 79 partisans du parti de Succès Masra, Les Transformateurs, qui ont tenté de documenter les procès-verbaux, ont fortement décrédibilisé cette élection,

lition soutenant le président Mahamat Déby, a sapé les espoirs d'un exécutif d'union nationale capable de réconcilier le pays.⁵⁴

B. Des réponses sécuritaires et judiciaires insuffisantes

Face à la montée des conflits agropastoraux, les autorités de transition ont entrepris des initiatives de médiation, accompagnées de mesures sécuritaires et administratives. Mais cette réponse s'est montrée largement insuffisante pour briser le cycle des violences.

Après chaque attaque majeure, le gouvernement a dépêché des délégations, généralement dirigées par le gouverneur du chef-lieu de la province concernée ou, dans certains cas, par une délégation ministérielle venue de la capitale, pour des visites éclair destinées à afficher la proximité des autorités avec les victimes et apporter à ces dernières un premier soutien financier.⁵⁵ Fortement médiatisées, ces délégations ont réuni, dans la mesure du possible, les parties au conflit en vue d'obtenir rapidement des accords de réconciliation.⁵⁶ En parallèle, les autorités ont renforcé l'appareil sécuritaire dans certaines localités et redéployé plusieurs autorités administratives et militaires dans d'autres régions.⁵⁷

Les populations sédentaires interrogées par Crisis Group jugent ces réponses insuffisantes à plusieurs titres.⁵⁸ D'abord, les accords de médiation signés dans la foulée des violences n'ont pas pris suffisamment en compte les causes sous-jacentes des problèmes, telles que la gestion des ressources entre les communautés et l'impunité dont jouissent souvent les auteurs de troubles.⁵⁹ Sans règlement à la source, et bien que les parties en conflit acceptent « de faire la paix » lors du passage de représentants de l'administration, les violences se reproduisent. A Sandana, les affrontements de 2019 se sont ainsi répétés en 2022, tandis que ceux de Mangalmé en 2022 se sont de nouveau produits l'année suivante.⁶⁰ A Andoum, dans le département des Monts de

remportée par Mahamat Déby avec 61 pour cent des suffrages. « Présidentielle au Tchad : l'Union européenne déplore la mise à l'écart d'observateurs », *Le Monde*, 8 mai 2024. « Présidentielle au Tchad : deux candidats déposent un recours et contestent les résultats », RFI, 15 mai 2024. « Élection présidentielle au Tchad : la victoire de Mahamat Idriss Déby validée par le Conseil constitutionnel », *Le Monde*, 17 mai 2024.

⁵⁴ « Tchad : un nouveau gouvernement restreint mais ressemblant au précédent », RFI, 27 mai 2024.

⁵⁵ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Bessao, Donia, Koskobo, Sandana, juillet-août 2023. « Tchad : le gouverneur du Moyen-Chari met de l'ordre dans le Lac-Iro », *Alwihda Info*, 2 novembre 2022.

⁵⁶ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Bessao, Donia, Koskobo, Sandana, mars 2023.

⁵⁷ « Tchad : le Gouverneur du moyen Chari relevé de ses fonctions », *nouvelles.td*, 5 octobre 2022 ; « Guéra : le ministre de l'Administration installe le nouveau gouverneur », *Tchad Infos*, 7 avril 2023.

⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Koskobo et Logone Orientale, mars 2023.

⁵⁹ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Koskobo et Logone Orientale, mars 2023.

⁶⁰ « Tchad : une mission gouvernementale à Sandana après un massacre », RFI, 13 février 2022 ; « Guéra : Un conflit agriculteurs-éleveurs fait un mort à Djondjol près de Mangalmé », *Tchad Infos*, 9 août 2022 ; « Tchad : Un nouvel affrontement à Mangalmé ce dimanche », *Alwihda Info*, 20 août 2023.

Lam, les violences d'avril 2023 ont repris juste après le passage des forces de sécurité et des autorités administratives.⁶¹

Ensuite, le renforcement des forces de sécurité sur les lieux des violences a souvent été tardif et trop modeste pour permettre d'appréhender les auteurs des crimes et prévenir de nouvelles attaques.⁶² Par exemple, à la suite du conflit de 2022 dans le département du Lac-Iro, les autorités ont envoyé seulement douze militaires dans le canton de Koskobo, qui compte pourtant 42 villages et plus d'une centaine de ferricks géographiquement très dispersés.⁶³ Dans certains cas, les communautés locales se sont plaintes des exactions commises par les forces de l'ordre ou de leur partialité.⁶⁴ Même si les autorités ont envoyé quelques signaux forts, remplaçant par exemple certains membres du personnel administratif et militaire, cela n'a pas apaisé les tensions locales. A Mangalmé, la reprise des attaques a ainsi été observée quelques mois seulement après que le gouverneur et le responsable de la gendarmerie ont été relevés de leurs fonctions.⁶⁵

Par ailleurs, les campagnes de collecte d'armes effectuées par la Coordination mixte de désarmement – créée en 2021 pour contrer la prolifération d'armes dans le pays – n'ont pour l'instant pas permis de contenir les violences agropastorales.⁶⁶ Composée d'éléments de la gendarmerie nationale, de la garde nomade et de l'armée nationale, la structure a saisi environ 6 000 armes à travers le pays depuis sa mise en place. Dans le même temps, cependant, les tensions croissantes et les failles de la réponse sécuritaire de l'Etat dans les régions du sud et du centre ont renforcé la défiance entre les communautés et leur réticence à se désarmer.⁶⁷

Le sentiment d'injustice est prédominant parmi les populations sédentaires interrogées par Crisis Group. Bien qu'il soit parfois difficile pour la justice d'établir une responsabilité individuelle quand les attaques sont perpétrées en bandes organisées, les populations sédentaires reprochent aux autorités une certaine passivité, y com-

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Logone Oriental, mars 2023.

⁶² Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Bessao, Donia, Koskobo, mars 2023.

⁶³ La population des ferricks varie entre 30 et 200 personnes. Entretiens de Crisis Group, membres des communautés sédentaires et autorités traditionnelles, Koskobo, mars 2023.

⁶⁴ Dans un rapport, le Collectif des Associations du département des Monts de Lam a ainsi informé que les populations des villages de Dogoro, de Bendjago, de Mempon et de Dangnda, dans le canton de Ngadjibian, « (...) ont été victimes des attaques des éleveurs et de la bavure des forces de l'ordre ». « Rapport de mission suite aux massacres des populations des cantons Ngadjibian et Bessao », Collectif des Associations du Département des Monts de Lam, avril 2023.

⁶⁵ A Mangalmé (province de Guéra), le gouverneur et le responsable de la gendarmerie ont été relevés de leur fonction en mars 2023 mais les affrontements ont repris en juin 2023. « Tchad : couvre-feu dans le centre après de nouveaux affrontements éleveurs et agriculteurs », RFI, 16 juin 2023. La province de Moyen-Chari constitue probablement la seule exception, avec une baisse temporaire des violences entre octobre 2022 et janvier 2024 à la suite de la nomination du Général Ousman Brahim Djouma au poste de gouverneur. Entretien téléphonique de Crisis Group, membre d'une association de jeunes du Lac-Iro, 26 mars 2024.

⁶⁶ La Coordination mixte de désarmement a été créée par arrêté présidentiel en juillet 2021. Elle a pour mission de récupérer toutes les armes détenues illégalement, d'arrêter et de mettre à la disposition de la justice les détenteurs illégaux d'armes dans un délai de deux mois. « Tchad : opération de désarmement, les défis persistants de l'insécurité », *Alwihda Info*, 25 mai 2023.

⁶⁷ Entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur tchadien, mai 2024.

pris lorsque les auteurs des crimes sont, à leurs yeux, facilement identifiables. Par exemple, quand la police a arrêté les suspects des atrocités commises à Sandana en 2022, certaines victimes ont reconnu des auteurs de troubles déjà impliqués dans des violences en 2019, mais qui n'avaient jamais été jugés.⁶⁸

Même lorsque les autorités judiciaires engagent des poursuites, l'application de la loi demeure souvent problématique en raison d'un système de gouvernance clientéliste. A Sandana, après l'arrestation des suspects en 2022, le procureur de la République auprès du tribunal de grande instance de Sarh (province de Moyen-Chari) a rendu publique une tentative de corruption visant à les faire libérer.⁶⁹ Ces affaires ont tendance à renforcer les soupçons de partialité de l'appareil judiciaire et la méfiance quant à l'intention affichée des autorités de combattre l'impunité – même si, dans ce cas précis, la transparence du procureur plaide en faveur d'une justice indépendante des pressions.

Les autorités tchadiennes semblent, enfin, profiter de la volatilité de la situation sécuritaire en RCA pour externaliser la responsabilité des violences. En avril 2023, à la suite des massacres dans le département des Monts de Lam, le pouvoir central a ainsi pointé la responsabilité de bandits en provenance de la RCA, menaçant une intervention militaire en territoire voisin.⁷⁰ Le mois suivant, à la suite d'un accord avec Bangui – dont les termes sont restés secrets – l'armée tchadienne a lancé une opération dans la préfecture de l'Ouham-Pendé, dans le nord-ouest de la RCA, procédant à l'arrestation d'au moins une cinquantaine d'hommes. La société civile centrafricaine a vu dans ces mesures une violation de la souveraineté nationale et dénoncé les violences commises par les militaires tchadiens.⁷¹ Ces opérations, qui se sont poursuivies pendant plusieurs mois dans différentes préfectures du nord de la RCA, risquent de créer des tensions entre les communautés transfrontalières sans s'attaquer de manière adéquate aux racines des conflits.⁷²

IV. Rompre le cycle des violences agropastorales

La période post-électorale est cruciale pour éviter que les fractures au sein de la société tchadienne ne s'intensifient et menacent la stabilité du pays. Les conflits agropastoraux amplifient considérablement la division entre le nord et le sud du pays et constituent, pour cette raison, un enjeu de sécurité nationale. Mahamat Déby, qui s'est présenté peu après sa victoire comme le « président de tous les Tchadiens », devrait joindre le geste à la parole et faire de la prévention et de la résolution des conflits agropastoraux une priorité de son mandat.⁷³ Cela permettrait, en outre, de créer

⁶⁸ « Tchad : cinq auteurs présumés de la tuerie de Sandana arrêtés », *Alwihda Info*, 15 février 2022.

⁶⁹ « Tchad : le procureur Wambel Assoucia dénonce une tentative de corruption », *VOA Afrique*, 15 juin 2023.

⁷⁰ « Tchad : Au moins 20 morts dans des affrontements au Logone Oriental », *TRT Afrika*, 19 avril 2023.

⁷¹ Intervention de Paul-Crescent Beninga, porte-parole du Groupe de travail de la société civile, dans une émission diffusée le 28 avril 2023 sur les ondes de la Radio Ndeke Luka à Bangui.

⁷² Entretien de Crisis Group, directeur général de l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE), Bangui, RCA, 20 juin 2023.

⁷³ « Je suis le président de tous les Tchadiens (Général Mahamat Idriss Déby Itno) », *APA News*, 10 mai 2024.

un environnement pacifié favorable au développement du secteur agropastoral, qui fait vivre des millions de personnes dans le pays.

Pour rompre le cycle des violences agropastorales, les autorités tchadiennes doivent répondre aux griefs et aux tensions de longue date liés à un système de gouvernance clientéliste qui, malgré les promesses de réformes, s'est perpétué – et même accentué – pendant la transition. Elles doivent le faire sur trois plans : politique, sécuritaire et socioéconomique. Si ces mesures sont mises en place rapidement, elles contribueront à réduire le risque de voir les populations sédentaires se faire justice elles-mêmes et à prévenir une aggravation des clivages ethno-politiques entre agriculteurs et éleveurs.

A. *Promouvoir une présence positive de l'Etat*

Sur le plan politique, le président Mahamat Déby devrait mettre en œuvre les recommandations du dialogue national dont il a été le promoteur. Dans le domaine de la réconciliation nationale, celles-ci appellent notamment à une répartition plus juste et équitable des ressources du pays et proposent de construire les bases d'un Etat tchadien réformé, en mettant fin à « l'impunité » et au « tribalisme ». ⁷⁴

Un des premiers pas à faire dans cette direction consisterait à rendre le système de nomination des autorités administratives, judiciaires et militaires plus transparent et représentatif, en utilisant des critères basés sur l'expérience et la compétence plutôt que sur l'affiliation ethnique. A cette fin, les décrets de nomination pourraient être accompagnés d'un bref résumé de la carrière du fonctionnaire nommé, éclairant ce qui, dans son parcours professionnel, le rend particulièrement apte à occuper son nouveau poste. Comme le prévoit la constitution révisée de décembre 2023, le président Mahamat Déby devrait aussi veiller à ce que les élections locales, prévues pour décembre 2024, aient bien lieu pour permettre aux Tchadiens de choisir eux-mêmes leurs gouverneurs, actuellement nommés par le chef de l'Etat. ⁷⁵

En outre, les autorités civiles et militaires devraient remplacer leurs visites éclair et médiatisées après les incidents meurtriers par des missions plus régulières dans les zones rurales affectées par les violences. Ce type d'intervention permettrait d'informer le plus fréquemment possible les populations locales des initiatives prises pour enquêter sur les attaques et aiderait à prévenir de nouvelles violences. Cette approche contribuerait également à démontrer une présence positive de l'Etat et à signaler que celui-ci est pleinement investi dans le règlement des conflits agropastoraux.

⁷⁴ Recommandation transversale 3 : « Promouvoir le respect de la dignité humaine en mettant fin à l'impunité, au tribalisme, au népotisme et au favoritisme sous toutes leurs formes ». Recommandation transversale 4 : « Pratiquer la répartition juste et équitable des ressources nationales ». Présidium du Dialogue Nationale Inclusif et Souverain, « Synthèse général des recommandations et des résolutions des assises du Dialogue Nationale Inclusif et Souverain (DNIS) », octobre 2022. Au sein du Comité multi-acteurs chargé du suivi de l'élaboration de la politique foncière et de la relecture du projet de Code domaniale et foncier, les chefs traditionnels ont été particulièrement actifs et ont revendiqué leur rôle dans la résolution des conflits agropastoraux. « Tchad : Un projet de Code pastoral très controversé sur la table de l'Assemblée nationale », Inter-réseaux Développement rural, 12 novembre 2014. « Tchad : Validation du Plan d'action prioritaire de la mise en œuvre de la Politique foncière nationale », *Journal Le Pays*, 6 mars 2024.

⁷⁵ « Tchad : l'adoption de la nouvelle Constitution est validée », *Deutsch Welle*, 28 décembre 2023.

En parallèle, les autorités tchadiennes devraient redoubler d'efforts pour réconcilier les communautés impliquées et répondre rapidement au sentiment d'injustice qui habite les populations touchées par les violences. Une option pourrait être la réactivation des Comités d'entente mixtes créés dans les années 1990.⁷⁶ Ces structures joueraient un rôle de médiateur en organisant des séances entre les parties en conflit afin de trouver une entente sur l'accès aux ressources et éviter de nouveaux affrontements. Les témoignages récoltés lors de ce travail de médiation pourraient aussi contribuer à mieux établir les faits lors des enquêtes judiciaires. En rendant publics leurs rapports – tout en assurant la confidentialité des sources – ces comités pourraient aussi inciter la justice à se saisir des dossiers, y compris ceux impliquant des auteurs de crimes proches des autorités. Cela créerait un cercle positif d'influence et d'entraide, et poserait les jalons d'une meilleure entente entre l'Etat, son système judiciaire et ses administrés.

Lors de la mise en place de ces comités, les autorités administratives et traditionnelles, ainsi que la société civile, devront notamment veiller à intégrer une part égale d'hommes et de femmes. Les femmes ayant été ciblées lors de la récente vague de violence, il est important qu'elles puissent apporter leur témoignage sur les abus et préjudices subis et avoir voix au chapitre lors des accords de médiation.

Des mesures pour prévenir l'instrumentalisation politique de la violence agropastorale, surtout en ligne, seront également nécessaires pour désamorcer le risque de création de milices d'autodéfense. Comme demandé par Crisis Group en 2022, les partenaires internationaux du Tchad, tels que l'Union européenne, devraient apporter un soutien technique et financier pour développer un environnement médiatique en ligne indépendant.⁷⁷ Alors que les rancœurs et griefs des citoyens s'expriment en premier lieu au travers d'espaces de discussion privés, comme WhatsApp, des initiatives journalistiques locales pourraient impliquer les Tchadiens dans la vérification des informations circulant sur cette application de messagerie. Ces programmes pourraient, en particulier, utiliser les réseaux sociaux pour déconstruire les récits polarisés qui émergent dans les groupes privés, encourageant ainsi la mobilisation civique.

B. *Mettre en place des mesures sécuritaires plus adaptées*

Sur le plan sécuritaire, le renforcement des forces de sécurité dans les lieux où se sont déroulées des attaques devrait être mieux adapté, en nombre et en qualité, à la sécurisation des populations les plus vulnérables et à la poursuite des auteurs de crimes. Les autorités devraient intensifier les patrouilles de l'armée dans les zones rurales les plus touchées. Elles devraient aussi déployer le plus rapidement possible des agents de police judiciaire pour enquêter sur les crimes commis. Il est également essentiel que les responsables des forces de sécurité transmettent des instructions claires à leurs

⁷⁶ Une note circulaire du ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Limane Mahamat, montre une propension des autorités vers ce type de solutions. La note évoque la création de « cadres de concertation locaux multi-acteurs devant permettre de négocier et conclure des accords sociaux de mise en place de dispositifs coutumiers et administratifs de régulation de la transhumance, ainsi que les mécanismes traditionnels de prévention et gestion des conflits susceptibles de favoriser la bonne utilisation des espaces et du calendrier de déplacement des troupeaux ». Note circulaire n.001 PR/PM/MATD/CAB/24 du 5 juin 2024.

⁷⁷ Briefing Crisis Group, *La transition du Tchad : apaiser les tensions en ligne*, op. cit.

unités respectives, demandant un traitement impartial des communautés impliquées et tenant compte des traumatismes répétés qu'elles ont endurés.

Afin de lutter contre la formation de bandes armées par certains groupes d'éleveurs, deux séries de mesures sont nécessaires. D'une part, les autorités locales devraient établir des réseaux d'alerte précoce parmi leurs administrés afin d'identifier en amont les mobilisations potentielles de milices armées dans les ferricks avant que celles-ci ne passent à l'action. Les entretiens réalisés par Crisis Group montrent qu'un grand nombre d'éleveurs ne prennent pas part aux violences, mais en subissent les lourdes conséquences, notamment en étant l'objet de représailles indiscriminées par les populations sédentaires. Ces derniers pourraient donc trouver un intérêt à collaborer avec les autorités pour prévenir les attaques.

D'autre part, en vue de mettre fin à la prolifération des armes de guerre, le gouvernement devrait renforcer la Coordination mixte de désarmement. Il devrait l'élargir au-delà des forces de sécurité et y inclure des membres des communautés touchées par les conflits, afin que ces derniers puissent participer à la recherche et à la collecte d'armes. La structure devrait aussi prendre contact avec les autorités centrafricaines dans les préfectures frontalières pour identifier les trafics d'armes et les intercepter.

Enfin, les autorités tchadiennes devraient œuvrer à prévenir de possibles tensions avec la RCA. N'Djamena et Bangui ont récemment décidé de rouvrir leur frontière terrestre, fermée en mai 2014 après que l'armée tchadienne, déployée en RCA dans le cadre de la mission de maintien de la paix de l'UA, eut été accusée de violence contre les civils.⁷⁸ A cette fin, le président Mahamat Déby devrait rendre publics les accords de coopération militaire avec Bangui, qui autorisent le Tchad à mener des opérations contre les auteurs de trouble tchadiens trouvant refuge en territoire centrafricain. Comprendre le mandat de l'armée tchadienne en RCA permettra aux communautés centrafricaines frontalières avec le Tchad de connaître les règles et les limites des opérations militaires en cours et obligera, en principe, les officiers tchadiens à rendre des comptes pour toute violation. À moyen terme, cela aidera aussi à prévenir une nouvelle montée de tensions entre les deux pays.

C. *Soutenir des initiatives socioéconomiques durables*

Sur le plan socioéconomique, les autorités tchadiennes devraient accompagner les mesures d'urgence prises à la suite des violences par des initiatives plus durables, y compris dans le domaine de la gouvernance foncière. Ces initiatives devraient être multisectorielles et s'adresser à toutes les parties impliquées. La destruction des réserves alimentaires et les perturbations de la saison agricole demandent aussi des mesures qui vont au-delà des compensations financières ponctuelles.

Pour prévenir les crises nutritionnelles, les organisations humanitaires, notamment le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), devraient soutenir les autorités dans la mise en place de programmes répondant aux besoins urgents des populations et les aider à relancer la campagne agricole.

⁷⁸ « Le Tchad ferme sa frontière avec la RCA pour des raisons sécuritaires », RFI, 13 mai 2014. « Le poste frontière de Sido entre le Tchad et la Centrafrique réouvre après 10 ans de fermeture », RFI, 25 mai 2024.

Même si la magnitude de la crise des réfugiés soudanais risque de rendre difficile la mobilisation de ressources humanitaires pour le sud et le centre du Tchad, il est important que ces régions ne se sentent pas négligées et puissent bénéficier d'une partie de l'aide.

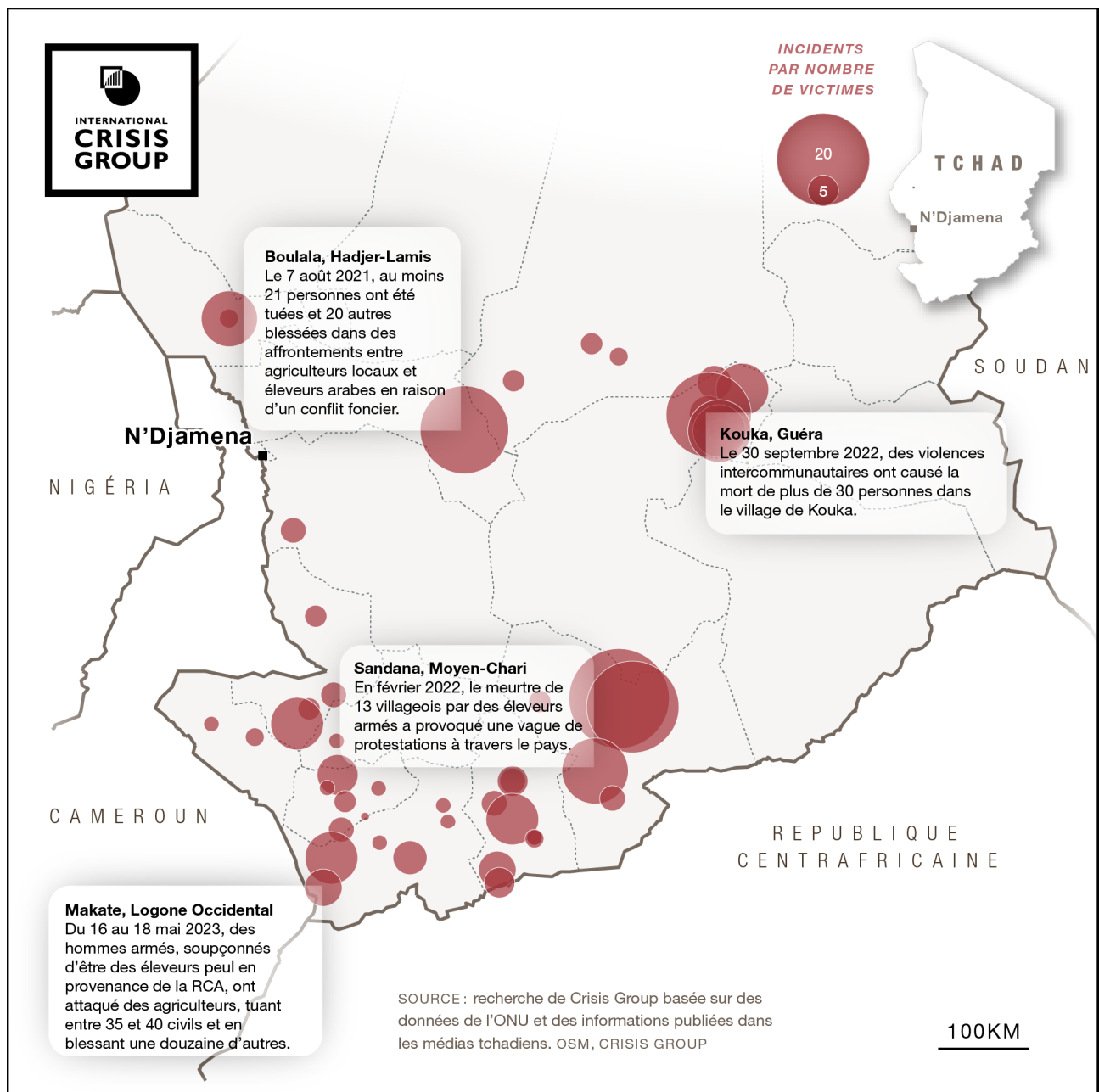
V. Conclusion

Les conflits agropastoraux touchent le sud et le centre du Tchad depuis des décennies, mais les violences ont atteint un niveau inédit au cours des dernières années. Ces tensions croissantes trouvent leurs racines dans le ressentiment entre les populations sédentaires et certains groupes d'éleveurs, alimenté par les effets du changement climatique, une répartition inéquitable des ressources et l'instrumentalisation politique des marqueurs identitaires. Les trois années de transition, qui avaient d'abord fait naître l'espoir de réformes après de longues années d'impunité et de gestion tribale du pouvoir par l'Etat, n'ont fait que renforcer ces dynamiques et ces antagonismes.

En l'absence de réponses adéquates de la part de N'Djamena, ces conflits continueront à alimenter un cycle de violences et de représailles, ce qui pourrait accentuer encore davantage les divisions entre les populations du nord et du sud, et menacer la stabilité du pays. Avec le retour à l'ordre constitutionnel, le Tchad a l'opportunité d'inverser cette tendance. A cette fin, les mesures ad hoc pour résoudre les conflits en cours et en prévenir de nouveaux ne seront pas suffisantes sans une volonté sincère de la part du gouvernement de tourner la page du passé et de garantir une gouvernance des ressources agropastorales transparente et plus représentative de la société tchadienne.

Nairobi/Bruxelles, 23 août 2024

Annexe A : Carte des principaux conflits agropastoraux dans le sud et le centre du Tchad, 2021-2024



Annexe B : Chronologie des principaux conflits agropastoraux dans le sud et le centre du Tchad, 2021-2024

31 mai 2021

Village de Doh (sud)

Un groupe d'éleveurs armés a attaqué le village de Doh, situé à 60 kilomètres de Koumra (province de Mandoul), tuant cinq personnes et en blessant dix-huit autres.

7 août 2021

Village de Boulala (centre)

Un groupe d'éleveurs armés a attaqué le village des agriculteurs boulala et des éleveurs arabes se sont affrontés au sujet de terres situées à 15 kilomètres de Bokoro (province de Hadjer-Lamis). Au moins 21 personnes ont été tuées et 20 autres blessées.

20 août 2021

Village de Tiyo (centre)

Des agriculteurs et des éleveurs se sont affrontés à Tiyo, à 40 kilomètres d'Abéché (province de Ouaddaï), à propos d'un conflit foncier. Six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées.

19 septembre 2021

Villages de Tiyo, de Kidji et de Mina (centre)

Des éleveurs arabes et des agriculteurs se sont affrontés dans les villages de Tiyo, de Kidji et de Mina, situés près d'Abéché (province de Ouaddaï), en raison d'un différend foncier. Au moins 27 personnes ont été tuées et quatre ont été blessées.

22-23 novembre 2021

Village de Narambanga (sud)

Des affrontements ont eu lieu entre agriculteurs et éleveurs dans le village de Narambanga, près de Bekamba (province de Mandoul). Au total, quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres ont été blessées.

23 novembre 2021

Village de Deli (sud-ouest)

Des agriculteurs et éleveurs armés se sont affrontés près du village de Deli (province de Logone Occidental). Au moins trois personnes ont été tuées.

23 décembre 2021

Villages de Bitra et de Touka (centre)

Des agriculteurs boulala et des éleveurs arabes se sont affrontés après la destruction de terres agricoles par le bétail dans le village de Bitra (province de Batha), faisant au moins trois morts et onze blessés. Le même jour, un conflit entre agriculteurs et éleveurs a fait trois morts et onze blessés dans le village de Touka (province de Batha).

5-6 janvier 2022

Canton de Koldaga (sud)

Un conflit entre agriculteurs et éleveurs, lié à la destruction de champs, a causé la mort de sept personnes dans le canton de Koldaga (province de Mandoul). Le 5 janvier, des violences ont fait trois morts et un blessé. Des représailles ont eu lieu le lendemain, avec un bilan de quatre morts, ainsi que des maisons et des cultures brûlées.

31 janvier 2022

Village de Liman (sud)

Un violent conflit entre éleveurs et agriculteurs a fait un mort et plusieurs blessés dans le village de Liman (province de Logone Oriental).

8 février 2022

Village de Sandana (sud)

Un conflit entre éleveurs et agriculteurs dans le village de Sandana (province de Moyen-Chari) a entraîné la mort d'au moins quinze personnes.

7 juin 2022

Village de Berem (sud-ouest)

Des Arabes Choa des villages de Malia et de Toukoumaya se sont affrontés au sujet d'un conflit foncier dans le village de Berem (province de Mayo-Kebbi Est). Cinq personnes ont été blessées.

7 juillet 2022

Canton de Leo (sud-ouest)

Un violent conflit entre agriculteurs et éleveurs a éclaté dans le canton de Leo (province de Mayo-Kebbi Est), faisant au moins trois morts et de nombreux blessés.

7 août 2022

Canton de Leo (sud-ouest)

Des affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans le canton de Leo (province de Mayo-Kebbi Est) ont fait au moins quatre morts. Plusieurs maisons ont été brûlées.

9-11 août 2022

Village de Djondjol (centre)

Un conflit s'est déclenché entre agriculteurs et éleveurs à Djondjol, un village situé à environ une trentaine de kilomètres de la ville de Mangalmé (province de Guéra). Le bilan fait état de neuf morts et plusieurs blessés.

12-14 septembre 2022

Village de Singako (sud)

Des violences meurtrières dans le village de Singako (province de Moyen-Chari) ont fait dix-neuf morts et 22 blessés.

30 septembre 2022

Village de Kouka (centre)

Des violences intercommunautaires ont causé la mort de plus de 30 personnes dans le village de Kouka, près de Mangalmé (province de Guéra).

1^{er} octobre 2022

Village d'Araka (centre)

De violents affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans le village d'Araka (province de Guéra) ont fait huit morts et quatorze blessés, dont quatre graves.

15 décembre 2022

Canton de Niellim (sud)

Un conflit entre agriculteurs et éleveurs dans le canton de Niellim (province de Moyen-Chari) a fait cinq morts et de nombreux blessés.

30 janvier 2023

Village de Dokotchi (centre)

Des éleveurs arabes et des agriculteurs kouka se sont affrontés dans le village de Dokotchi (province de Batha). Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées.

18-19 avril 2023

Village de Danda (sud)

Une altercation entre agriculteurs et éleveurs dans le village de Danda (province de Logone Oriental) a fait deux morts et deux blessés. A la suite de cet événement, des milices villageoises sont intervenues. Les affrontements ont fait au moins 22 victimes au total.

7-8 mai 2023

Canton de Bekan (sud)

Des assaillants, assimilés à des éleveurs, ont assassiné quinze personnes et en ont blessé six autres dans deux villages du canton de Bekan (province de Logone Oriental).

16-18 mai 2023

Village de Makate (sud)

Des hommes armés, soupçonnés d'être des éleveurs peut en provenance de la RCA, ont attaqué des agriculteurs dans le village de Makate (province de Logone Occidental), tuant entre 35 et 40 civils et en blessant une douzaine d'autres.

26 mai 2023

Village de Bara 2 (sud)

Dans le village de Bara 2 (province de Mandoul), un conflit entre agriculteurs et éleveurs a fait onze morts (dix agriculteurs et un éleveur).

10-14 juin 2023

Ville de Mangalmé (centre)

A Mangalmé (province de Guéra), des tensions ont éclaté après que quatre personnes ont été tuées par des hommes armés assimilés à des éleveurs.

18 août 2023

Village d'Abkhoura (centre)

Des agriculteurs et éleveurs se sont affrontés dans le village d'Abkhoura (province de Guéra). Entre six et dix personnes ont été tuées et de nombreuses personnes blessées.

20 août 2023

Village de Maimbaya (sud)

Un conflit entre éleveurs et agriculteurs a été déclenché dans le village de Maimbaya, près de Moïssala (province de Mandoul) faisant un mort.

24-25 septembre 2023

Village de Mbaïbao (sud-ouest)

Un conflit dans le village de Mbaïbao (province de Logone Occidentale) a fait sept morts et plusieurs blessés.

17-21 mars 2024

Canton de Balé (sud)

Au moins 23 personnes ont été tuées au cours de sept jours d'affrontements entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires dans le canton de Balé (province de Moyen-Chari). Ces violences, qui ont impliqué les communautés arabes et sara-kaba, ont fait quatorze morts parmi les Sara-kaba (dont quatre femmes et deux enfants) et neuf morts côté arabe.

28 juin-2 juillet 2024

Sous-préfecture de Goré (sud)

Au moins six personnes ont été tuées dans la sous-préfecture de Goré (province de Logone Orientale) lors d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs. Les violences, qui ont éclaté à la suite de conflits fonciers, ont aussi fait de nombreux blessés.



International Crisis Group

Headquarters

Avenue Louise 235, 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38

brussels@crisisgroup.org

New York Office

newyork@crisisgroup.org

Washington Office

washington@crisisgroup.org

London Office

london@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.